



G7-00385  
322298  
Eco So His

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 9

Session : 2019

Épreuve de : ESH HEC

### Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

## Performances économiques et justice sociale

Dans les années 1980, un PDG américain est rémunéré quarante fois plus qu'un salarié moins qualifié. En 2012, sa rémunération apparaît désormais quatre cent fois plus élevée qu'un salarié moins qualifié. Nous pouvons ainsi nous demander si cette inégalité sociale est justifiée par les performances économiques du directeur général.

Les performances économiques renvoient à des réalisations positives. Elles sont synonymes de rationalité et d'efficacité. Réaliser des performances économiques revient pour une entreprise ou un État à produire davantage et ce d'une meilleure façon, plus rationnelle c'est-à-dire en utilisant au mieux les fins et les moyens rares à usages alternatifs. Les performances économiques supposent donc des formations des facteurs de production : le facteur travail et le facteur capital. Les performances économiques peuvent être mesurées notamment par le taux de chômage, par le taux de croissance (le produit global net en termes réels), par le niveau d'exportation et d'importation de biens et services au sein d'une nation, par la stabilité des facteurs de production et enfin par l'attractivité d'une nation (IDE).

La justice sociale revient à la capacité de répartir chacun selon son mérite au sein d'une entreprise et d'une nation. La justice sociale suppose ainsi de limiter voire éradiquer toute inégalité des places. Elle suppose selon RAULS dans la Théorie de la justice (1971) de penser selon une logique

1/9

de « contrat social » à redistribuer une part de revenu aux plus démunis afin qu'ils puissent faire face à des aléas comme le chômage, la vieillesse, la maladie et la prérogative sociale de la famille.

La justice sociale apparaît être une notion subjective au sens où sa perception pourrait différer d'une nation à une autre. La justice sociale serait donc un idéal régulateur vers lequel toute nation devrait tendre. Il s'agit de parvenir à faire valoir au sein d'une société ce qui est perçu comme juste et légitime. La justice sociale peut se mesurer par certains indicateurs comme le taux d'inégalité avec l'indice de Gini, le taux de pauvreté, le taux de redistribution et donc l'efficacité de la protection sociale et finalement la capacité pour des individus à pouvoir épargner et avoir accès à des crédits.

Comment concilier les performances économiques et la justice sociale ?

La réalisation des performances économiques permet l'avènement d'une justice sociale. De fait, au sein d'une économie où l'information est imparfaite, une causalité réciproque entre performances économiques et justice sociale est observée (I). Une baisse des performances économiques pourrait toutefois augmenter le degré de justice sociale. Et, si la volonté de parvenir à la justice sociale apparaît comme l'unique objectif d'une nation, cela pourrait entraver les performances économiques obtenues et la possibilité même de leur avènement futur. (II) Finalement, la relation entre performances économiques et justice sociale s'entretient. Les performances économiques de demain doivent ainsi être pensées et réalisées selon une logique inter-générationnelle de la justice sociale. (III).

La réalisation de performances économiques permet l'avènement de la justice sociale. Les performances économiques supposent de l'efficacité et de la rationalité de la part de ceux qui



les réalisent. Leur légitimité dépend d'une concurrence juste effectuée. En 1874, WALRAS souligne que les performances économiques et la justice sociale sont assurées lorsqu'il y a concurrence pure et parfaite. Autrement dit, performances économiques et justice sociale vont de pair lorsqu'il y a atomité des agents, mobilité parfaite des facteurs de production, homogénéité des produits, libre entrée et sortie sur un marché et transparence de l'information. Celui qui ne voudrait être sur un tel marché refuserait de fait l'idée de justice sociale. De plus, la possibilité même de réaliser des performances économiques permet de conduire à la justice sociale. Dans Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Adam SMITH écrit <sup>en 1776</sup> que "la richesse produite va se répandre jusque dans les plus basses couches du peuple". C'est la thèse du "trickle-down", selon laquelle les performances économiques des uns vont permettre d'augmenter la demande de biens de consommation et donc de production, ce qui va réduire le taux de chômage, de pauvreté et donc conduire à une plus grande justice sociale. Les performances économiques des uns permettent également une hausse des recettes fiscales obtenues par l'Etat. Ceci peut conduire l'Etat, s'il est un Etat-Providence, à redistribuer les recettes obtenues aux plus démunis et donc à accomplir l'une de ses trois fonctions selon MUSGRAVE dans sa Théorie des finances publiques (1959). (allocation, redistribution, régulation). D'ailleurs, les revenus en France sont 30% moins inégalitaires suite aux transferts sociaux. Les performances économiques apparaissent ainsi nécessaires pour assurer la justice sociale. Au sein d'économies mondialisées, et ce notamment depuis la libéralisation des capitaux dans les années 1980, la "spécialisation d'une nation vertueuse" (RODRIG) permet de garantir les performances économiques de ses entreprises. La productivité apparaît donc essentielle afin d'obtenir des performances économiques. Et, selon l'effet BALASSA-BARTHELEMY, ce n'est qu'à la condition d'une plus grande productivité des secteurs exposés à la concurrence, et donc de performances économiques, qu'une augmentation du niveau de vie et des salaires aura lieu. De meilleures performances économiques garantissent donc une plus grande justice sociale. Selon le rapport de Goldman Sachs de 2015, les salaires chinois ont ainsi augmenté de 50% entre 2010 et 2015.



Et, depuis le début des années 2000, 150.000 personnes sont sorties de la pauvreté en Chine, mesurée au seuil de 1\$ par jour. De plus grandes performances économiques aboutissent à la justice sociale.

Chez FORD, un salaire de 5\$ par jour est garanti pour tous. Il s'agit d'améliorer les performances économiques tout en assurant la justice sociale entre les employés. La standardisation et l'organisation scientifique du travail chez TAYLOR pouvaient cette logique. Mais encore faut-il s'assurer d'une justice sociale entre employeurs et employés. Il faut également souligner qu'en l'absence de performances économiques, il n'y a pas de justice sociale.

Au début des années 1980, seul un habitant sur trois au Brésil détenait un compte bancaire. Ainsi, une absence de performances économiques sur le marché bancaire entrave toute possibilité de redistribution et donc de justice sociale. Il apparaît donc primordial de garantir les performances économiques sur le marché bancaire mais également sur le marché du travail. C'est dans cette logique que l'Allemagne entreprend les réformes HARTZ entre 2001 et 2003. Il s'agit de garantir les performances économiques des entreprises en recourant à de la flexibilité interne, qui peut apparaître plus juste pour les "outsiders", les exclus du marché du travail. La réduction des indemnités chômage de 32 mois à 12 mois et les emplois publics apparaissent comme le prix à payer pour intégrer la majorité sur le marché du travail tout en garantissant les performances économiques.

Enfin, au sein d'une économie où l'information est imparfaite, la baisse de l'un peut entraîner la baisse de l'autre. Les entreprises peuvent subir des asymétries d'information selon AKERLOF dans The market for "lemons": Quality, uncertainty and profit (1970). Un état caché peut conduire à une sélection adverse ce qui peut entraver les performances économiques d'une entreprise, c'est-à-dire sa croissance. L'entreprise peut ainsi être conduite à sélectionner les moins productifs et donc laisser de côté les plus productifs. Les asymétries d'information apparaissent ainsi pernicieuses pour la justice sociale et pour les performances économiques. De plus, les "insiders" peuvent entraver l'entrée des "outsiders" sur un marché selon LINDBECK et SNOWER. Et, ce notamment